

Emploi, rigueur, retraite : Une rentrée sociale avec une triple contrainte

Que penses-tu de cette rentrée sociale qui débute avec une mobilisation sur les retraites le 7 septembre ?

Alain Olive : Durant l'été, le gouvernement ne nous a proposé aucun contact pour déminer un peu le terrain, voir ce qu'il est possible de faire sur le projet de réforme des retraites. Tout le monde a l'arme au pied et attend ce qui va se passer à la rentrée. J'ai l'impression que le Président de la République veut voir dans quel rapport de force il va se retrouver après la manifestation du 7 septembre.

Considères-tu que le gouvernement a donné des signaux d'ouverture sur le dossier des retraites ?

Je ne dirais pas "signaux d'ouverture" mais le Chef de l'Etat s'est dit prêt à des concessions. Le problème c'est que pour l'heure, les organisations syndicales, comme nous à l'UNSA, on ne connaît pas aujourd'hui la nature de ces concessions possibles.

Est-ce que ça peut porter sur la pénibilité ? Ce serait quelque chose d'important. Est-ce que ça peut porter par exemple sur les 67 ans, l'âge auquel on part en retraite sans décote ? Est-ce que ça peut porter sur une augmentation des prélèvements sur les hauts revenus ?

Il y a tout un panel de mesures sur lesquelles les négociations sont possibles. Aujourd'hui, je ne peux pas vous dire quelles sont les concessions que le chef d'Etat s'appête à faire.

On peut donc parler d'une rentrée sociale particulièrement tendue ?

On annonce souvent des rentrées chaudes mais moi je n'ai pas l'habitude de me livrer à ce type de météo sociale. Ce que je sais, c'est que cette rentrée sera placée sous une triple contrainte :

- une croissance toujours faible, donc un chômage qui ne va pas baisser,
- une loi de finances sous le sceau de la rigueur puisqu'il faut économiser 100 milliards sur trois ans, avec tout ce que ça va impliquer en termes par exemple de dépenses sociales,
- et le projet de loi sur les retraites.

Je crois que socialement c'est du lourd, et qu'il y a là un contexte particulièrement compliqué.

Dans ce contexte quid de la fonction publique ?

Les milliers de suppressions de postes dans la fonction publique montrent la vision purement comptable et dogmatique du gouvernement sur cette question. La fonction publique est un bien collectif qu'il faut défendre. A l'UNSA, nous ne resterons donc pas spectateurs de son démantèlement.

Alain OLIVE
Secrétaire général de l'UNSA
Interview réalisée le 18 août 2010

Mon choix c'est l'Unsa !